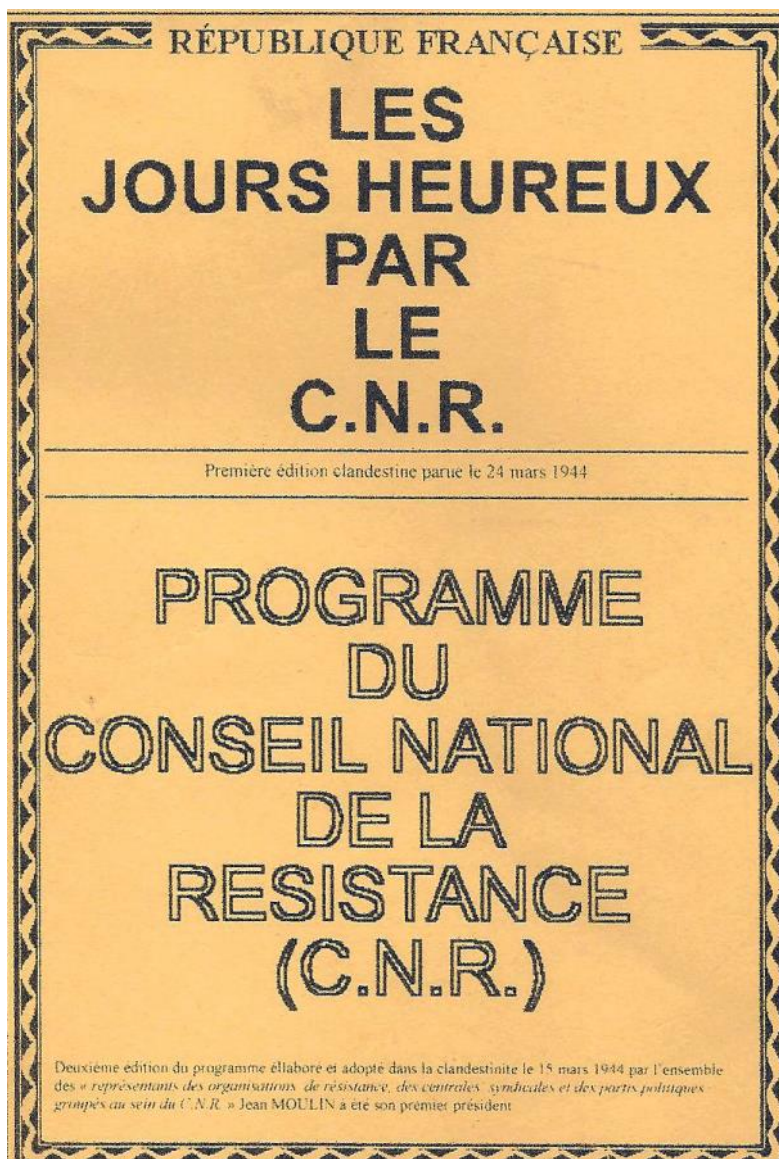


# La Fondation du Conseil national de la Résistance -CNR- (15 mars 1943)

par Pierre Miléo docteur en histoire,  
membre du CREAL76



Le 18 juin 1940, le général de Gaulle (1890-1970) lançait un appel au peuple français à résister à l'invasion allemande et « aux gouvernants de rencontre<sup>1</sup> » français qui renonçaient à poursuivre le combat après la bataille militaire perdue en juin 1940. Cet appel reste peu entendu et seules quelques centaines de soldats et de marins le rejoignent. Au reste, l'homme politique ne se faisait aucune illusion quant à un ralliement massif des Français autour de lui qui reste totalement inconnu pour l'immense majorité de ses concitoyens. Cependant, il tient à signaler à ses alliés anglais et au reste du monde qu'il reste une partie des Français, certes très minoritaire en juin 1940, qui veut néanmoins continuer le combat. Pour justifier son espoir de surmonter la terrible défaite que leur pays vient de subir, de Gaulle s'appuie sur deux constats : la France dispose d'un empire colonial qui lui permet de continuer la « résistance » à l'ennemi et par ailleurs, cette guerre n'est plus un simple affrontement entre la France et l'Allemagne mais un « conflit mondial » dans lequel « des forces immenses n'ont pas encore donné ». Ces dernières peuvent renverser l'actuelle situation et vaincre notre ennemi commun. Il faudra donc que ce jour-là « la France soit présente ». Ce qui n'était qu'une prédiction aventureuse en juin 1940 devient une réalité potentielle à la fin de 1941 et plus encore en 1942. Des immensités soviétiques au désert de Libye, les armées allemandes subissent de sévères défaites et l'Afrique du Nord française rentre dans la guerre. La Résistance française, après des débuts diffi-

ciles dans une division générale, amplifiée par la séparation du pays en deux zones, commence à voir la possibilité d'une victoire à laquelle elle espère bien participer. Son efficacité et sa crédibilité tant nationale qu'internationale nécessitent toutefois le rassemblement et la coordination de ses actions. C'est bien ce qu'ont compris le chef



Jean Moulin

de la France combattante de Gaulle et son représentant Jean Moulin (1899-1943).

Mais comment vont-ils s'organiser pour parvenir à cet objectif alors que l'histoire s'accélère dans les plaines de

Russie, du désert de Libye à la Tunisie, que les Américains ont débarqué au Maroc et en Algérie et que bientôt la conquête de la Sicile par les alliés américains et anglais provoque la chute de Mussolini et le retrait de l'Italie du conflit ?

Pour répondre à cette question nous examinerons l'état de la Résistance française à la fin de 1942 et au début 1943 puis sa réorganisation pour être présente dans la libération du pays. Enfin quelle fut son œuvre pour tenter de lui donner un nouveau régime politique et social capable de remédier aux lourdes erreurs des derniers dirigeants de la Troisième République qui provoquèrent la défaite de 1940 et surtout se débarrasser du régime de Vichy.

<sup>1</sup> Cet appel est rediffusé les 19 et 22 juin 1940 dans des versions nouvelles. Une quatrième version est publiée sous forme d'affiche dans les rues de Londres fin juillet 1940. C'est dans cette dernière version qu'il emploie cette expression destinée à discréditer le gouvernement français de « Vichy » et à ne pas le reconnaître légitime pour signer un quelconque armistice avec l'envahisseur.

## L'état de la Résistance française de novembre 1942 à mars 1943.

De juin 1940 à la fin de 1942 la Résistance française est très faible, complètement éparpillée et politiquement quasi inexistante. Le pays a été divisé en deux zones<sup>2</sup> par l'armistice de Reuthondes (22 juin 1940) ce qui renforce cette dissémination des quelques organisations existantes. Dans ces conditions les actes de résistance relèvent d'initiatives souvent solitaires et non revendiquées. Facilement assimilés à des actions de terrorisme par la propagande de l'occupant ou de Vichy, ils sont réprouvés par la population<sup>3</sup>. Les chefs de la France combattante les déconseillent. Ils se contentent comme les services secrets britanniques de missions de renseignement bien plus efficaces pour combattre l'ennemi commun de 1940 à 1942. Ils peuvent aller jusqu'à la constitution de réseaux pour organiser des filières d'évacuation vers l'Espagne des prisonniers de guerre évadés ou des aviateurs et agents britanniques parachutés. D'autres canaux se constituent pour mettre à l'abri les ressortissants juifs menacés par les lois et rafles raciales allemandes et françaises. Certains autres mouvements se spécialisent dans la diffusion d'une presse qui combat la propagande nazie ou vichyste.

Ces derniers jouent un rôle important dans le développement des réseaux par les informations qu'ils diffusent et qui contribuent au changement



le débarquement américain en Afrique du Nord

de l'opinion ainsi informée plus exactement de la situation politique et militaire dans le monde entier, notamment dès la fin de 1942. La résistance des armées soviétiques à Stalingrad (11 juillet 1942 - 2 février 1943), la déconfiture des armées allemandes à El Alamein (23 octobre - 3 novembre 1942), le débarquement américain en Afrique du Nord (8 novembre 1942) sont autant d'événements diffusés par cette presse qui permettent de douter de l'invincibilité du nazisme et de ses soutiens. Le 11 novembre de cette année -là un mythe vichyssois tombe : la « zone libre » de la France disparaît. Elle est occupée par l'armée allemande<sup>4</sup> et une partie de la flotte française ancrée à Marseille se saborde pour échapper à celle-ci. L'opinion française qui jusque-là avait été abusée par cette illusion comme par celle du « bouclier » maréchaliste bascule.

D'autant que le régime vichyste s'enfonce de plus en plus dans la collaboration avec les nazis. Pour soutenir l'effort de guerre de l'occupant, Laval

<sup>2</sup> Cependant l'article 3 de ce traité stipulait que « Dans les régions occupées de la France, le Reich allemand exerce tous les droits de la puissance occupante. Le Gouvernement français s'engage à faciliter par tous les moyens les réglementations relatives à l'exercice de ces droits et à la mise en exécution avec le concours de l'Administration française. Le Gouvernement français invitera immédiatement toutes les autorités et tous les services administratifs français du territoire occupé à se conformer aux réglementations des autorités militaires allemandes et à collaborer avec ces dernières d'une manière correcte. » Ce qui leur permet d'instituer « des zones interdites » (Nord du pays) des zones dépendantes directement de l'administration du Reich (Est de la France) et même une zone occupée par les Italiens (Sud-est et Alpes)

<sup>3</sup> Cependant, les condamnations à mort ou déportations de résistants par les Allemands contribuent largement au basculement de l'opinion.

<sup>4</sup> En réponse au débarquement américain en Afrique du Nord (soutenu par les Anglais). Hitler ne peut se permettre de laisser cette partie de la côte méditerranéenne à découvert.

après avoir créé le Service civil national du travail (4 septembre 1942) qui permet la réquisition de main d'œuvre et éventuellement son envoi en Allemagne, décrète la création du Service du travail obligatoire (STO 17 mars 1943) qui systématise cet envoi en Allemagne des travailleurs français sans leur consentement. N'ayant aucune illusion sur le sort qui leur sera réservé une fois arrivés en Allemagne où "tous les hommes doivent être nourris, logés et traités de façon à en obtenir le rendement maximum avec le minimum de frais"<sup>5</sup>, la plupart prend le maquis<sup>6</sup>. Les estimations des historiens sur le nombre de Français victimes de ces lois tournent autour de 650 000<sup>7</sup>. Ceux-ci passent de quelques centaines de résistants à 40 000 fin 1943 et autour de 100 000 en juin 1944. Ces derniers, devant l'afflux d'effectifs qu'ils ont du mal à contrôler prennent contact avec les organisations de résistance pour pouvoir répondre à leurs besoins.

Dès juin 1941 les initiatives de résistance ont commencé à se réorganiser sous l'impulsion de militants d'anciens partis politiques auxquels ils ne font plus référence, déçus par leur incapacité à s'opposer à l'occupant, pour le moins, voire à son idéologie qu'ils ont toujours combattue. Ils ne font plus confiance à leurs anciens chefs et

leur dénie le droit de diriger les mouvements qu'ils rejoignent et qui commencent à se structurer. Cependant ils restent désunis, entamant ainsi leur efficacité d'action que la propagande nazie ou vichyssoise n'a aucune peine à assimiler au terrorisme.

Les principaux mouvements organisés et actifs sont recensés au nombre de huit organisations : cinq en zone nord : Ceux de la Libération (CDLL), Ceux de la Résistance (CDLR), Organisation civile et militaire (OCM) Front national<sup>8</sup>, Libération Nord et trois en zone sud : Libération sud, Franc-Tireur, Combat (Mouvement de Libération de la France<sup>9</sup>). À côté de ces principaux mouvements existent une quinzaine d'autres mouvements et 260 réseaux reconnus comme résistants après la fin de la guerre. Il faut aussi y ajouter les réseaux de sauvetage des pilotes non capturés par les Allemands ou prisonniers évadés voire les individus qui préfèrent continuer le combat en rejoignant les forces françaises libres à Londres ou Alger<sup>10</sup>. De même pour ceux qui combattent les lois raciales nazies ou vichystes et qui fondent les réseaux et filières qui mettent les Juifs et autres proscrits à l'abri des rafles et les cachent dans des secteurs plus sûrs. Tel est l'état de la Résistance, en France à la mi-1942.

<sup>5</sup> Instruction donnée par Sauckel, responsable nazi pour l'approvisionnement du Reich en main d'œuvre, et révélée au Tribunal de Nuremberg. Cf. Françoise Berger, <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2003-3-page-148.htm>

<sup>6</sup> Les autorités allemandes et vichystes n'hésitent pas à recourir à des rafles pour fournir cette main d'œuvre, en plus des contrôles fréquents sur l'effectivité d'un emploi détenu par chaque homme de plus de 18 ans. Cf. *ibid.*

Cf. Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la Libération*, Paris, Le seuil, 2002, p.177

<sup>7</sup> Cf. Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la Libération*, Paris, Le seuil, 2002, p.177

<sup>8</sup> Mouvement de Résistance du Parti communiste (à ne pas confondre avec le parti d'extrême droite qui reprendra ces termes à son compte en 1972)

<sup>9</sup> Prend le nom de son organe de presse. À son origine ce mouvement très conservateur est influencé par les idées pétainistes en ce qui concerne la « Révolution nationale » et les réformes qu'elle promeut dans l'organisation de l'État. Il évoluera vers le réformisme social et rompt avec le régime de Pétain à partir de la fin 1941.

<sup>10</sup> À partir de fin novembre 1942.

## Les huit mouvements de résistance fondateurs du Conseil national de la Résistance (CNR<sup>11</sup>)

Nom	Géographie	Date de création	Tendance politique	Moyen d'action privilégié
Ceux de la Libération (CDLL)	Zone Nord	Novembre 1940	Droite, Parti social français	Renseignement, action paramilitaire, évasion
Ceux de la Résistance (CDLR)	Zone Nord	Début 42	Droite républicaine	Renseignement, action paramilitaire, évasion Noyautage des administrations
Organisation civile et militaire (OCM)	Zone Nord	Décembre 1940	Deux tendances : droite conservatrice (au début de la guerre) socialiste (majoritaire à la fin de la guerre)	Renseignement, action paramilitaire, évasion Noyautage des administrations
Front national	Zone nord et sud	Mai 1941	Communiste	Propagande, résistance armée (FTP), faux papiers, logistique
Libération Nord	Zone Nord	Décembre 1940	Milieux syndicaux (CGT, CFTC) socialistes	Propagande, renseignements, militantisme syndical et politique clandestin, noyautage, corps francs, sabotages.
Libération Sud	Zone Sud	Mars 1941	CGT, CFTC, gauche non communiste, ralliée à de Gaulle	Propagande, , faux papiers, action politique et militaire
Franc-Tireur	Zone Sud	Novembre 1940	Gauche antivichyste	Propagande
Combat (Mouvement de libération de la France)	Zone Sud	Décembre 1941	Conservateur et proche de Pétain à l'origine. Réformateur et social à la fin de la guerre.	Propagande, contrepropagande, boycott, renseignements, action directe, noyautage

### De la division à l'unité

Mais nous l'avons vu la situation militaire a évolué dès la fin 1941. Le premier échec des armées allemandes devant Moscou et l'entrée en guerre du Japon contre les États-Unis auxquels l'Allemagne a déclaré la guerre<sup>12</sup> en décembre 1941 se traduisent par l'extension du conflit au monde dans lequel « des forces immenses n'ont pas encore donné ». Le but de la Résistance qui est de chasser l'occupant nazi ne peut se réaliser qu'avec elles. Cependant il faut qu'elle soit reconnue par ces forces. Son état et la situation où elle se trouve en fin 1941 ne le lui permettent

pas. Le général de Gaulle n'est reconnu comme représentant de celle-ci ni par les Anglais qui l'accueillent et encore moins par les Soviétiques et les Américains. Il n'a pas de légitimité démocratique son action ne découlant pas d'un vote national encore moins d'un mandat de son pays. Bien au contraire pour les Américains et leur président F.D. Roosevelt (1882-1945) le représentant légitime de la France est le gouvernement de Vichy avec qui il entend bien négocier son ralliement à l'alliance anglo-américaine après le débarquement en Afrique du Nord. Du côté so-

<sup>11</sup> Tableau réalisé à partir de celui conçu par Nicolas Beaupré, *Les grandes guerres, 1914-1945*, Paris, Belin, 2014, p. 952-953

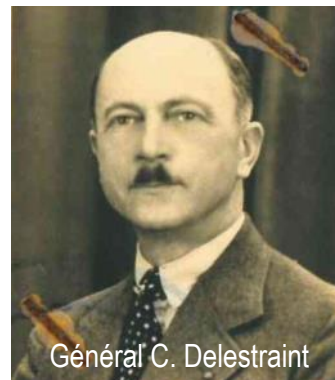
<sup>12</sup> Conformément au traité d'alliance avec le Japon.

viétique on demande des gages d'intégration du PCF dans l'organisation unitaire de la Résistance et l'encouragement de l'ouverture rapide d'un front à l'ouest. Il faut donc que le chef de la France combattante puisse démontrer qu'il est à la tête d'une organisation fiable capable de participer efficacement à la libération de son pays avec les Alliés.

C'est bien ce que comprennent les principaux mouvements de résistance qui doivent s'accorder sur la construction d'une organisation commune légitimant une direction et un chef communs. Malgré leur diversité et leurs divergences il se dégage une conviction commune : le passage à l'action directe contre l'occupant est maintenant nécessaire. L'attentisme et la protestation ne sont plus suffisants. C'est la montée de la répression engagée par Vichy pour tenter d'enrayer l'accroissement du nombre des attentats et sabotages perpétrés par les militants communistes du Front national qui sont entrés en lutte armée dès juin 1941 à l'appel de la Troisième Internationale finissante et de l'URSS qui les convainquent de cette exigence. En outre, leur organisation, leur expérience<sup>13</sup> et leur propagande leur permettent une rapide montée d'estime dans la population que ne peuvent négliger les autres mouvements de la Résistance. Un homme a bien observé tout cela Jean Moulin (1899-1943) et connaît donc bien la situation de la Résistance intérieure et ses rapports de force. Ses relations nouées quand il était encore préfet du Front populaire<sup>14</sup> lui ont alors bien servi pour y arriver. Parvenu à Londres au début de 1941, il

en fait un rapport au général de Gaulle qui le nomme comme son unique représentant en France occupée.

Parachuté en Provence le 1<sup>er</sup> janvier 1942, il entame la réalisation de cette unification de la Résistance. Dans le même temps les chefs des principaux mouvements font le voyage inverse car ils ont pris conscience de leur faiblesse s'ils ne sont pas reconnus et donc aidés politiquement et militairement dans leur désir d'entamer le combat armé contre les occupants nazis et les collaborateurs vichystes. C'est dans cette optique que Jean Moulin réunit les chefs des trois grands mouvements de Résistance de la zone sud qui acceptent d'unifier leur commandement pour des actions coordonnées. Début septembre et jusqu'en octobre 1942 sont créés un Comité



Général C. Delestraint

de coordination des mouvements de la zone sud (CCZS) et une Armée secrète (AS) unique sous les ordres du général C. Delestraint (1899-1943). Le 26 janvier

1943 c'est la fusion complète des trois mouvements qui s'opère sous la présidence de Moulin et devient le Mouvement uni de la Résistance (MUR). En zone nord, depuis début janvier 1943, Pierre Brossolette (1903-1944) et André Dewavrin (1911-1998)<sup>15</sup> tentent la même opération avec les mouvements de Résistance du nord et y parviennent en mars 1943.

<sup>13</sup> Nombre d'entre eux ont combattu en Espagne de 1936 à 1938. Par ailleurs, le PC était déjà dissous depuis le 3 septembre 1939 en représailles à l'accord Germano-Soviétique et ses militants pourchassés par la police française qui en livre à l'Allemagne comme otage.

<sup>14</sup> Le gouvernement de Vichy lui a proposé un nouveau poste de préfet mais il a décliné l'offre en refusant de se prêter serment de fidélité à Pétain, comme quelques autres fonctionnaires qui y étaient soumis.

<sup>15</sup> Appelé aussi le colonel Passy

Mais un conflit éclate avec Jean Moulin qui veut unifier les deux organisations CZS et CZN sous sa présidence, conformément aux ordres de de Gaulle et du nouveau Comité national français (CNF). Le chef de la France libre veut l'unifier en France combattante et la doter d'une structure politique pour être reconnue par les Alliés qui combattent l'Allemagne nazie et les forces de l'Axe. Il doit concéder à cette dernière structure le retour des représentants de six partis politiques de la III<sup>e</sup> République dans son organe directeur. C'est une condition incontournable pour être reconnu par les Anglo-Américains qui veulent un fonctionnement démocratique de cette nouvelle structure. L'envoyé du chef de la France libre qui partageait l'objection des mouvements de la Résistance doit s'y résoudre à l'été 1942. Quand les deux organisations de Résistance, Nord et Sud, entament les négociations

pour leur unification c'est l'obstacle qui retarde cette dernière. Deux organisations de résistance, le CDLR et l'OCM, emmenées par P. Brossolette et A. Dewavrin s'y opposent. Finalement le 27 mai 1943, Jean Moulin finit par les convaincre d'accepter cette condition pour fonder le Conseil national de la Résistance (CNR). Celui-ci est renforcé par l'admission des représentants des syndicats ouvriers de la CGT réunifiée, en 1943<sup>16</sup> et la CFTC. Bien qu'encore fragile, ce Conseil resta uni jusqu'à la libération du pays. Ce fut l'apport incontestable de Jean Moulin à la Résistance française. Cependant le CNR allait devoir traverser quelques crises pour atteindre ses objectifs : être présent dans la libération nationale et doter le pays d'un régime politique et social capable de répondre aux besoins de son peuple et d'assurer sa place dans le monde de l'après-guerre<sup>17</sup>.

## L'œuvre du Conseil national de la Résistance

Nous l'avons vu la première tâche du CNR est de procéder à la mise en place d'un organisme de direction rassemblant toutes les tendances et personnalités qui constituent ce Conseil. C'est chose faite le 27 mai 1943. Son premier président Jean Moulin ne participera qu'à sa fondation et à la mise en place de ses principales structures pour fonctionner. Il le dote d'un bureau de cinq membres choisis parmi les 17 qui composent l'organe central du CNR. Sa disparition en juin 1943 voit arriver à la tête de cette structure Georges Bidault (1899-1950), un démocrate

-chrétien. Créé pour assurer la prééminence de C. de Gaulle sur la Résistance, le CNR a annoncé très rapidement sa subordination à celui-ci et non au général Giraud candidat des Anglo-Américains et « repentis » de Vichy pour la reconnaissance d'une autorité nationale et internationale française<sup>18</sup>. Le Comité français de libération nationale (CFLN) est mis en place à Alger pour organiser un début d'institution politique parlementaire et administrative de la France libérée dès la fin novembre 1942.

<sup>16</sup> Par l'accord entre la CGT et la CGTU signé, au Perreux, le 17 avril 1943. Le syndicat ouvrier refait son unité pour, lui aussi, être efficacement présent dans les luttes pour la libération du pays, pour reprendre et approfondir les réformes sociales inachevées du Front populaire, interrompu par la guerre, et qu'il entend imposer.

<sup>17</sup> Le souci du compromis et de la démocratie pour préserver l'unité de la Résistance est souligné par les témoins et les historiens comme Claire Andrieux et Bruno Leroux Cf. <https://sciencespo.hal.science/hal-03470586/document> p. VI

<sup>18</sup> Programme du CNR (15 mars 1944) « Les jours heureux » Cf. <https://eduscol.education.fr/document/31786/download>

Les Alliés qui espéraient un ralliement de Vichy doivent constater qu'ils se sont trompés : Pétain et son gouvernement refusent de rejoindre Alger sous leur protection. Leurs partisans sont tombés du côté où ils penchaient : sous couvert de lutte contre le bolchevisme, ils s'enfoncent dans la collaboration avec l'Allemagne en se donnant les moyens de réprimer toutes formes de résistance<sup>19</sup>. Le CFLN prend acte de la légitimation du général de Gaulle par le CNR comme chef de la France combattante. Le CNR fait également allégeance au CFLN en admettant qu'il en est son instance clandestine sur le territoire métropolitain. Il organise ses forces militaires et se prépare à l'insurrection contre l'occupant et les forces de Vichy. Enfin, l'assassinat de Darlan par un militant royaliste à Alger empêche les Anglo-Américains d'opposer un autre concurrent à la suprématie de de Gaulle sur les instances de la Résistance française. En réalité les Alliés occidentaux se méfient des mouvements de résistance européens qu'ils considèrent comme trop infiltrés par les partis communistes de France, d'Italie, de Yougoslavie ou de Grèce. Ils craignent que ceux-ci s'emparent du pouvoir politique à la libération de leur pays. Ils souhaitent contrôler les dirigeants de ces mouvements de résistance. De Gaulle ayant accepté les communistes dans les instances directrices de la Résistance ne leur semble pas fiable. Par ailleurs ce dernier entend être le seul qualifié pour diriger la Résistance française, sa politique et son administration puisqu'il a été reconnu par elles. Quant au gouvernement de Vichy, il est devenu une fiction et bon nombre de ses membres sont tenus à

<sup>19</sup> Création de la Milice par Darlan (1897-1945) et par Pétain qui la rend légalement totalement incontrôlée, sinon par les SS allemands, le 30 janvier 1943. Elle livre à la Résistance une guerre sans merci.

<sup>20</sup> Le CFLN est en résidence à Alger

résidence en Allemagne. Néanmoins, les Anglo-Américains entendent installer une administration et une monnaie de leur fabrication sur le sol français qu'ils maintiendraient pendant six mois à un an pour que la France se dote d'instances politiques et démocratiques (gouvernement, assemblées parlementaires, administrations) sous leur contrôle. Bien entendu de Gaulle qui détient depuis la fondation du CNR tous les pouvoirs que les différents organismes de la Résistance intérieure et extérieure<sup>20</sup> lui ont confiés, s'oppose à cette mise sous tutelle de la France par ses « alliés ». Pour autant, il met l'armée française d'Afrique du Nord (AFN) à la disposition du commandement allié en Tunisie et en Italie. Les Alliés doivent reconnaître que leur intervention est décisive, notamment sur la ligne Siegfried dans les Abruzzes, au sud de Rome<sup>21</sup>.



les Américains débarquent en Sicile

Début 1943 il est clair que la situation militaire s'accélère : les Soviétiques, après Stalingrad reprise début février, ouvrent la reconquête de l'entièreté de leur territoire dès la fin 1943, l'Afrique du Nord est perdue par les armées de Rommel et les Américains débarquent en Sicile et dans la baie de Naples.

<sup>21</sup> Ce sont les Tabors marocains, troupes alors françaises, qui font sauter le verrou du monastère du Monte Casino, les 12 et 13 mai, en s'infiltrant dans la vallée du Liri et, après cinq mois d'échecs, ouvre la route de Rome aux Alliés.



Ces événements ont bien sûr largement influencé les responsables des huit organisations qui décident l'unification de leur mouvement, en appellent d'autres à les suivre<sup>22</sup>, se décident à passer à l'action directe pour démontrer à ceux qui doutent de leur capacité à le faire qu'ils peuvent à leur place au côté des Alliés participer militairement à la libération de leur territoire. Pour cela le CNR met en place des commissions qui vont préparer un programme diffusé le 15 mars 1944 sous le titre « Les jours heureux ». Y sont développées les actions à engager immédiatement et notamment la lutte armée qui doit être entreprise progressivement dès que les conditions s'y prêtent pour un possible succès. Elle soutient les actions armées des maquis s'appuyant sur l'exemple de la Corse qui s'est libérée toute seule avec l'appui de quelques forces de l'armée d'Afrique venue d'Alger. Elle doit être dirigée par des comités départementaux de libération (CDL) selon un plan conçu et détaillé qui doit permettre l'installation immédiate de l'autorité politique et administrative de la seule Résistance française<sup>23</sup>. Les actions armées sont dirigées par un état-major de Forces françaises de l'intérieur (FFI) sous contrôle du CNR. Le CNR réclame des livraisons d'armes aux Alliés qui refusent de leur en fournir prétextant qu'elles ne pourraient que renforcer les Allemands qui s'en empareraient. En réalité, les Anglo-Américains n'ont aucune confiance dans la Résistance française qu'il juge trop soumise aux communistes. Cette attitude devient fatale pour certains maquis, en particulier celui du Vercors qui, faute d'armes adéquates, ne peut empêcher le débarquement sur ses arrières de planeurs transportant des

troupes allemandes. Par ailleurs, les alliés occidentaux refusent d'informer officiellement le président du CFLN, devenu le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) le 3 juin 1944, des débarquements successifs en Sicile, Italie et Normandie alors que les troupes françaises y sont associées. Pourtant le dernier se déroule sur son sol. Finalement ils peuvent mesurer l'apport essentiel des armées françaises sous commandement allié. Surtout l'efficacité de la résistance armée pour retarder l'arrivée de la contre-attaque allemande en Normandie et la prise en main des territoires libérés par la Résistance seule finit de les convaincre de ne pas appliquer leur plan d'occupation politique et financier (AMGOT) de la France. Le plan de libération de la métropole décrit dans la 1<sup>ère</sup> partie du programme est appliqué à la lettre et s'avère payant. De larges zones du territoire se libèrent elles-mêmes. À part quelques enclaves sans grand intérêt le pays est totalement libéré à la fin de 1944.

La deuxième partie du Programme CNR détaille les mesures politiques, économiques et sociales qui doivent être entreprises « immédiatement après la Libération du territoire » dans le but de fonder rapidement une « République [...] qui rendra aux institutions démocratiques et populaires [leur] efficacité<sup>24</sup> ». Les quatre premiers points de celle-ci sont des rappels de la nécessité d'établir le gouvernement dans un fonctionnement démocratique. Pour cela le rétablissement immédiat des libertés fondamentales telles que le suffrage universel, la liberté de la presse, d'association, de réunion, de manifestation et d'égalité entre les citoyens reste la priorité.

<sup>22</sup> Cf. paragraphe A

<sup>23</sup> Et du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) créé le 3 juin 1944

<sup>24</sup> *Ibid.* <https://eduscol.education.fr/document/31786/download>

Les collaborateurs et autres « traîtres » doivent être « châtiés » et expulsés de l'administration et de la « vie professionnelle ». Ils doivent être privés de leur biens mal acquis (marché noir, trafic avec l'occupant, etc.) au profit de leur(s) victime(s) ou de l'État.

Le cinquième et dernier point, mais aussi le plus long, traite « des réformes indispensables ». Il se divise en quatre points :

Les réformes économiques doivent pouvoir éliminer « les grandes féodalités économiques et financières de la direction de [celles-ci] ». La création d'un plan démocratiquement élaboré sous la conduite de l'État doit être établi. « Le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance, et des grandes banques » Le soutien aux coopératives, le droit d'accès aux fonctions de direction et d'administration dans l'entreprise pour les ouvriers qualifiés sont affirmés.

Sur le plan social, le droit au travail et au repos sont confirmés. L'élévation du niveau de vie, la garantie du pouvoir d'achat, la sécurité de l'emploi, une retraite « digne » seront assurés aux travailleurs. Pour y veiller les organisations syndicales sont rétablies dans leurs libertés pleines et entières. Elles sont pleinement fondées à participer à l'organisation de la vie économique et sociale du pays. Enfin, « un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail avec gestion appartenant aux intéressés et de l'État ».

Cependant il ne reconnaît qu' « une extension

des droits politiques, sociaux et économiques » aux indigènes des « colonies » sans plus de précision.

Enfin, il réaffirme le droit à l'éducation et à la culture de tous les enfants du pays sans aucune distinction. Mais le texte ne rappelle pas le caractère laïque de cet enseignement, ni les moyens dont il sera doté.

Dans l'ensemble il y a des avancées économiques et sociales certaines qui sont l'aboutissement de revendications ouvrières récurrentes depuis 1793, reprenant les acquis de 1936 et les approfondissant. Elles ont été rendues possible par la mobilisation populaire qu'ont réussi à organiser le CNR et les organisations ouvrières - PC, PS et syndicats - et un nouveau parti chrétien démocrate, pour paralyser les troupes allemandes par des grèves<sup>25</sup>, un plan de sabotage des voies ferrées, des ouvrages d'art, de l'électricité et du téléphone. Elles ont forcé les troupes alliées à les reconnaître comme capables d'administrer leur pays. Mais à l'inverse le patronat français s'est largement discrédité nationalement et internationalement par sa collaboration avec l'occupant. C'est pourquoi les partis et syndicats ouvriers peuvent imposer ces réformes. D'autant que l'apparition de nouveaux administrateurs sociaux désireux de mettre en place des structures sociales capables de prévenir les méfaits du capitalisme qui ont été à l'origine de la dernière déflagration mondiale ont également rejoint les instances directrices du CFLN et l'Assemblée provisoire. À l'image d'Adrien Tixier (1893-1946) disciple d'Albert Thomas (1878-1932) dont il est l'adjoint au Bureau international du travail (BIT) à Genève dans les années 30.

<sup>25</sup> Elles font partie des mesures de mobilisations lancées par le CNR dès juin 1944. Elles sont largement suivies et constituent le départ de l'insurrection armée dans la Libération des villes du sud-ouest de la France (dès le 15 Août), de Paris et Marseille entre autres.

Ayant rejoint le général de Gaulle, celui-ci l'envoie comme représentant de la France libre à Washington et le charge de participer aux conférences internationales qui préparent la fondation des Nations unies. C'est dans ce cadre qu'il participe aux conférences<sup>26</sup> sur la construction d'un système international d'assurance sociale. Devenu ministre de la Santé du gouvernement provisoire à Alger, il rencontre Pierre Laroque (1907-1997). Ce dernier est un haut fonctionnaire qui a participé à la construction des assurances sociales en 1929-1930 et a pu en mesurer l'insuffisance et l'injustice. Chassé de son poste par Vichy, il rejoint Londres où il peut assister à l'élaboration de la réforme du système de santé de Beveridge. Il étudie parallèlement les systèmes

allemand et soviétique dont il va s'inspirer pour construire la Sécurité sociale française en reprenant la définition faite par le CNR. Le ministre l'en a chargé. Il le fera sous la direction d'Ambroise Croizat (1901-1951).

Les mêmes raisons s'observent dans l'évolution de la gestion de l'économie par les fonctionnaires français qui sont largement conquis par les théories de Keynes (1883-1946). Celui-ci recommande l'intervention de l'État pour diriger l'économie et éviter les crises que le système capitaliste engendre et qui peuvent dégénérer en conflits armés. Par ailleurs il défend une politique sociale qui peut dynamiser cette économie au lieu de la paralyser comme le prétendent les conservateurs.

## Conclusion

Le Conseil national de la Résistance a su agir efficacement sur la situation politique sociale et militaire de son pays dans le contexte d'un conflit mondial. Analysant correctement les besoins et les forces de son peuple il a pu organiser les moyens pour parvenir aux buts qu'il avait fixés dans son programme « Les jours heureux » : la libération nationale et la constitution d'une république indivisible, laïque, démocratique et sociale. S'appuyant sur les revendications de ses citoyens il a su leur donner les moyens nécessaires pour le faire en établissant un programme d'actions conformes à la situation existante. Il lui a permis d'atteindre ses objectifs

Par conséquent il a pu être plus facile dans les circonstances de la Libération de trouver un compromis entre les différentes forces politiques

qui s'y exprimaient. Si des manques criants comme l'institution de l'égalité homme-femme se font jour, le droit de vote et l'éligibilité féminins ne figurent pas dans ce programme, ils sont accordés par l'Assemblée consultative provisoire sur un amendement présenté par le député communiste Fernand Grenier (1901-1992) le 24 mars 1944.

Le texte apporte des avancées sociales considérables qui ont été possibles grâce à la présence dans l'Assemblée consultative provisoire d'économistes et sociologues qui ont analysé depuis les années 1930 les moyens nécessaires pour résister aux crises de l'économie capitaliste, en collaboration avec les organisations syndicales et associatives.

<sup>26</sup> Particulièrement celle de Philadelphie (Mai 1944). Pour plus d'information sur ce sujet Cf. Michel Margairaz, La guerre-monde, matrice du *Welfare State* ? sous la direction d' Alya Aglan et Robert Frank , 1937-1945, *La guerre-monde II*, Paris, Gallimard, 2015, p.2295-2322

Mais on voit bien que ce texte va poser des problèmes d'interprétation car il comporte des compromis destinés à éviter une rupture de l'unité de

la Résistance à un moment où elle a besoin de toute ses composantes face à un ennemi qui n'est pas encore vaincu.



Sétif le 8 mai 1945

Toutefois, des obstacles se perpétuent. Notamment en ce qui concerne l'avenir de l'Empire qui craque de toute part et dont les ressortissants se mobilisent, à Sétif et Guelma, dès le 8 mai 1945 et sont massacrés.

À Hanoï, le 2 septembre 1945, Ho Chi Minh proclame l'indépendance de l'Indochine.



Ho Chi Minh

Et de nouvelles inquiétudes apparaissent en ce qui concerne la nature et le financement, non définis, de l'enseignement.

Ressources :

<https://www.caim.info/revue-histoire-politique-2014-3-page-5.html>

<https://sciencespo.hal.science/hal-03470586/document>

<https://hal.science/hal-04025246/document>

<https://www.memoresist.org/rencontre/le-role-historique-et-lheritage-actuel-du-c-n-r-par-madame-claire-andrieux/>

<https://www.cher.gouv.fr/contenu/telechargement/12058/81263/file/Appel+du+18+juin+1940.+de+Gaulle.pdf>

[https://www.persee.fr/doc/ihtp\\_1256-5733\\_1995\\_num\\_8\\_1\\_1938](https://www.persee.fr/doc/ihtp_1256-5733_1995_num_8_1_1938)

<https://eduscol.education.fr/document/31786/download>



édité par le CREAL76 , octobre 2023

Comité de réflexion et d'action laïque de Seine-Maritime

[www.creal76.fr](http://www.creal76.fr)

[creal76@creal76.fr](mailto:creal76@creal76.fr)